

03/06/2013

POUR METTRE FIN AU CHÔMAGE : IL FAUT COMBATTRE LES LICENCIEURS

Le gouvernement a décidé de baisser le plafond du quotient familial pour économiser 1,1 milliard d'euros dès 2014. 12 % des familles verront leur impôt augmenter, "les plus aisées", dit Ayrault. Sauf qu'il suffit de toucher deux smic et d'avoir trois enfants pour se retrouver imposable et perdre les avantages des familles exonérées d'impôt.

Sous couvert de "justice sociale", le gouvernement attaque y compris des familles modestes. Ce recul est, pour tous, de mauvaise augure, car demain on nous expliquera qu'il faut combler le déficit de la caisse du chômage, puis celui de la caisse de retraite et, comme toujours, le gouvernement demandera des sacrifices aux travailleurs.

Tous ces déficits proviennent d'un seul et même problème : le chômage. C'est le chômage qui fait baisser les cotisations sociales et vide les caisses de la protection sociale. Le chômage ronge notre société de multiples façons.

De Chirac à Hollande en passant par Sarkozy, ils ont tous déclaré vouloir "combattre le chômage" et en faire leur "priorité". Mais le chômage augmente depuis des années et, depuis deux ans, la hausse est même ininterrompue avec chaque mois de nouveaux sommets.

L'annonce des "mauvais chiffres du chômage" est devenue une litanie qui ne fait plus les grands titres des journaux, comme s'il n'y avait rien à faire. C'est un fait que ceux qui se succèdent au gouvernement, de gauche ou de droite, ne veulent et ne peuvent rien faire parce qu'ils sont dévoués aux licencieurs.

La semaine dernière, Michel Sapin, ministre du Travail, a regretté le licenciement "injuste" des salariés de Spanghero à Castelnau-d'Aude et a trouvé "dommage" la fermeture de l'usine de Goodyear à Amiens. Mais les travailleurs n'ont que faire de ses larmes de crocodile !

L'usine Spanghero appartient à un groupe qui aurait les moyens d'assurer un emploi à ces salariés mais le gouvernement n'imagine pas une seconde l'y contraindre. Goodyear, n° 3 mondial du pneu, veut mettre sur le carreau 1173 travailleurs mais le gouvernement ne veut rien lui interdire. C'est la même chose pour IBM qui affiche 2,5 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre 2013 et veut supprimer 689 emplois.

La préoccupation de tous les gouvernements,

quels qu'ils soient, est d'aider le grand patronat et de favoriser ses affaires. Leur priorité ce sont les profits de la bourgeoisie car, disent-ils, "les profits d'aujourd'hui font les emplois de demain". Mais si les travailleurs marchent dans ces sornettes, ils sont condamnés au chômage, car c'est toujours au nom des profits que tous les grands groupes restructurent et suppriment des emplois.

Le gouvernement nous trompe en faisant croire que baisser le coût du travail et accroître la flexibilité va créer des emplois. Cela fait des années que cette politique est menée et nous en connaissons le résultat : les caisses publiques sont vidées, la précarité explose et le chômage flambe. Seuls les profits sont préservés, mais ils servent à payer des rémunérations extravagantes aux PDG, à arroser les actionnaires et à spéculer !

Dans cette période de crise, supprimer des emplois est le b.a.-ba de la politique patronale et le chômage en est la conséquence automatique. C'est cette politique de classe que le gouvernement reprend à son compte, quitte à saccager l'économie et à détruire toute vie sociale.

La politique correspondant aux intérêts des travailleurs est à l'exact opposé. Pour les travailleurs, interdire les licenciements et forcer le grand patronat à maintenir les emplois et à en créer de nouveaux est une exigence vitale. Combattre l'exploitation et prendre sur les profits est le seul moyen de préserver leur vie.

Oui, c'est une question de vie ou de mort pour les chômeurs, condamnés à vivre au jour le jour. C'est vital pour les travailleurs qui ont un emploi et qui subissent le chantage patronal. C'est vital pour la jeunesse qui ne se voit pas d'avenir. C'est vital pour toute la société car, comme le disaient les mères des quartiers Nord de Marseille qui ont manifesté ce week-end, le chômage, les inégalités et l'exploitation forment le terreau de l'individualisme, de la délinquance et du racisme.

Les travailleurs ont toujours eu à se battre pour imposer leurs droits sur les profits qu'ils sont pourtant les seuls à produire. Aujourd'hui, ils doivent se battre pour leur droit à la vie.

C'est la crise ? Raison de plus pour que les profits et l'argent de l'État servent à ce qui est vital à tous : les emplois, les salaires et les retraites.

Les grévistes ont gagné pour tout le monde !

Mercredi dernier, la direction centrale a cédé en annonçant que les avantages du protocole de fin de grève s'appliqueront à tous les travailleurs de l'usine.

Les grévistes avaient raison quand ils disaient qu'ils avaient ouvert la brèche et c'est un succès supplémentaire de la grève.

Maintenant il faut que la direction passe des paroles aux actes. Et pour ça, il faudra encore se mobiliser.

Un désaveu cinglant

En annonçant l'application du protocole à tous les travailleurs de l'usine, le nouveau DRH central a failli s'étouffer. Lui qui, quelques jours plus tôt, martelait devant la presse que les grévistes n'avaient rien obtenu de plus que les non-grévistes !

Respirez patron, respirez. Ça va passer.

L'union fait la force

Vendredi, les grévistes et des non-grévistes ont participé au barbecue. On s'est quittés émus, en se promettant de se retrouver à la fête du 30 juin... et sans doute avant, si besoin, car pour les copains, on lâche rien !

Personne ne croit aux reclassements à la sauce PSA

La direction essaye comme d'habitude de raconter ses mensonges en disant que les grévistes n'ont pas obtenu grand-chose.

Dans ce cas, pourquoi 900 ouvriers et RU se sont empressés de signer le protocole obtenu par les grévistes ?

Parce que plus personne ne fait la moindre confiance à la direction. Et on a bien raison !

Ni date, ni paperasse !

Alors que la direction avait annoncé l'extension du protocole à tout le monde, on s'est rendu compte qu'il fallait un CDI, un CDD ou une promesse d'embauche pour toucher les 19 700 € !

Ras-le-bol des coups tordus de la direction. Cette prime est un minimum qui doit être accordé à tous. Un point, c'est tout.

Mensonges et magouilles garantis !

La direction se vante partout de proposer des postes à tout le monde, dont 1 500 dans le groupe. Mais pour la plupart d'entre nous, rien n'est réglé, il n'y a aucune garantie. Elle ne tient pas non plus ses engagements auprès des grévistes qui veulent une mutation.

Alors, comme on ne peut pas lui faire confiance, continuons de nous organiser pour la faire craquer.

Il va falloir insister

Lundi matin, dans chaque atelier, les ouvriers se sont rassemblés à plusieurs dizaines pour discuter des conditions de départ que la direction voudrait nous imposer, et des mutations en attente.

Ils ont raison, car la direction n'est toujours pas décidée à résoudre les problèmes de chacun. Alors, c'est tous ensemble qu'on devra lui imposer nos solutions.

Tous ensemble contre PSA

Jeudi dernier, au Comité de grève puis à l'AG ouverte à tous, on avait décidé de poser nos revendications communes : les mêmes conditions de départ pour tous et aucune perte de salaire. Ensuite, nous étions plusieurs dizaines à accompagner une délégation devant la direction au bâtiment 40.

C'est bien dans ce sens qu'il faut marcher : tous ensemble, on est plus forts.

À Poissy aussi

La semaine dernière à Poissy, 17 ouvriers sur 20 ont débrayé en Mécanique toute la journée contre la suppression d'un poste. La direction a dû suspendre la répartition. La semaine d'avant, entre 20 et 30 caristes ont dit leurs vérités au RG (un ancien d'Aulnay !) contre une procédure d'inaptitude d'un de leurs copains : 2 heures après, la direction lui proposait un poste adapté.

À Poissy comme ici, la force des travailleurs, c'est la grève.

Les robots jouent les prolongations

Vendredi au Montage, les robots des pare-brise sont tombés en panne. Mais pour réparer des robots, il faut des techniciens spécialisés, et des techniciens spécialisés, y'en a plus, tellement le patron a fait partir tout le monde.

Question organisation, la direction est vraiment imbattable.

Un beau parleur s'en va

Il y a encore quelques mois, le directeur de la Peinture promettait qu'il s'occuperait personnellement de reclasser tous les salariés de la Peinture. Mais il vient d'annoncer que lui-même quittait l'usine, alors que beaucoup d'ouvriers n'ont pas de solution.

Il s'est donc surtout occupé personnellement de se reclasser lui-même.

Un éclair de lucidité

À propos de la reprise de la production, le DRH a conclu au CE : « On fera le nombre de voitures qu'on pourra ».

C'est bien de s'en rendre compte maintenant, qu'il faut se calmer sur les voitures. Ça fait des années qu'on lui explique.

Ils sont méchants avec elle

La RG de la Logistique Ferrage explique aux anciens grévistes qu'ils doivent avoir un CDI pour pouvoir toucher leur chèque.

On sait qu'elle ne sert à rien, mais c'est vraiment pas gentil de la part de la direction de ne la prévenir de rien. Après, elle a l'air bête et ça lui donne des aigreurs d'estomac.

Cadre à côté de ses pompes

La semaine dernière, un cadre de la PMP a proposé sans rire à un gréviste un poste à Meudon.

Ben oui, normal, il paraît qu'à Melun tous les postes sont pourvus.